

Obligation de résultats

Le 31 mars, le Président de la République a annoncé un renforcement des mesures sanitaires pendant quatre semaines, notamment la fermeture des lieux d'enseignements et des commerces jugés non prioritaires sur l'ensemble du territoire. Ces décisions toujours d'actualité sont difficiles à vivre pour tous les Français : elles ne seront supportées que si elles constituent bien l'ultime effort qui leur est demandé dans cette longue lutte contre le virus.

Face à la dégradation de la situation sanitaire, ces mesures étaient sans doute nécessaires pour freiner la circulation de la Covid-19 et de ses différents variants. Il faut bien nous rendre à l'évidence : nous étions en train de perdre la course de vitesse engagée contre le virus. Deux facteurs sont en cause : d'une part, la diffusion des variants, à la fois plus contagieux et plus dangereux, a accéléré la propagation du virus ; d'autre part, les retards accumulés dans la campagne vaccinale n'ont pas permis de protéger nos concitoyens face au virus. Notre système de santé s'est à nouveau trouvé au bord de la saturation.

S'agit-il d'un troisième confinement, comme le disent les oppositions, ou bien d'un renforcement des mesures de freinage, comme l'a annoncé le Président de la République ? À la vérité, cela n'a guère d'importance. Mais la réalité s'impose : nous devons faire face à une troisième vague. Alors que le pays se retrouve à nouveau au bord de l'effondrement, la seule voie de sortie possible réside dans le déploiement massif de la vaccination. Le Gouvernement a enfin fixé une trajectoire claire : 20 millions d'ici mi-mai ; 30 millions d'ici mi-juin.

C'est à cette aune que sa stratégie de lutte contre le virus sera jugée. En prenant ces mesures sanitaires très difficiles pour les Français, le Gouvernement a pris un engagement fort avec obligation de résultats. Cependant, le succès de la campagne vaccinale et la reprise d'une vie normale qui s'annonce, dépendront largement des élus locaux, qui sont à la manœuvre, sur le terrain, pour assurer le déploiement opérationnel de cette stratégie. Le Gouvernement devra donc, plus que jamais, se montrer à l'écoute des Maires et des territoires. Je me ferai leur porte-voix au Sénat.